

AVERTISSEMENT TRÈS IMPORTANT

Pour approfondir votre recherche, pour remplir une demande de consultation de documents dont l'accès est soumis à une autorisation ou à une dérogation, la consultation de l'*État sommaire des fonds d'archives privées* n'est pas suffisante. Il est indispensable que vous **consultiez aussi au préalable les inventaires et répertoires plus détaillés**.

Ils sont consultables soit en ligne (voir la rubrique « [Inventaires et répertoires en ligne](#) »), soit en salle des inventaires des Archives nationales (site de Paris).

Les demandes de consultation rédigées uniquement à partir de l'*État sommaire* risquent de vous être retournées, afin que vous précisiez votre recherche.

ÉTAT SOMMAIRE DES FONDS D'ARCHIVES DE PRESSE SÉRIE AR

État revu et mis à jour à la date du 20 juin 2011

Archives nationales (site de Paris)

Section des Archives privées

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Chaque notice comprend les éléments suivants :

- la *cote* du fonds, établie en fonction de la série AQ, AR ou AS ;
- l'*intitulé* du fonds ;
- les *dates extrêmes* des archives ou, à défaut, les siècles couverts par les documents ;
- l'*importance matérielle* du fonds : nombre d'unités de conditionnement (cartons et registres), cotes extrêmes, métrage linéaire ;
- les *modalités d'entrée* : statut juridique (don, legs, dépôt, achat) et date(s) d'entrée ;
- les *conditions d'accès* : libre ou sur autorisation ; la communication d'un fonds d'archives privées peut en effet être soumise à des conditions ou à des restrictions fixées par le propriétaire des archives ;
- les *conditions de reproduction* n'ont pas été précisées en raison de leur complexité ; pour toute reproduction à usage privé ou pour tout projet de publication, quel que soit son support, il convient de se référer aux conditions en vigueur des Archives nationales (site de Paris), tout en se conformant aux conditions propres à chaque fonds, définies par les clauses d'acquisition ou par les conventions de dépôt, dans le respect du code de la propriété intellectuelle, littéraire et artistique ;
- l'indication de l'*instrument de recherche* ou, à défaut, la mention « fonds non classé » ;
- une *notice biographique*, historique ou institutionnelle présentant le producteur du fonds ;
- éventuellement, l'*historique de la conservation* ;
- la *présentation du contenu* : sous la forme du plan de classement du fonds ou, à défaut, d'un récolement (sans classement préalable), la cotation étant, en ce cas, provisoire ;
- les *sources complémentaires* ayant un lien de provenance avec le fonds ou conservées à la section, indiquées ici sans prétention à l'exhaustivité ;
- la *bibliographie* : il s'agit des ouvrages ou articles utilisés pour la rédaction de la notice biographique. Cette bibliographie n'a donc pas l'ambition d'être complète, mais se veut une référence pratique pour les éléments biographiques cités plus haut.

TABLE DES ABRÉVIATIONS

| | |
|----------------------------------|----------------------|
| anc. | anciennement |
| arr. | arrondissement |
| dact. | dactylographié |
| état somm. | état sommaire |
| n ^o , n ^{os} | numéro(s) |
| p. | page |
| rép. num. | répertoire numérique |
| s. | siècle |
| s. d. | sans date |

**LES FONDS D'ARCHIVES DE PRESSE
CONSERVÉS AUX
ARCHIVES NATIONALES (SITE DE PARIS)**

SÉRIE AR

Avertissement : les fonds suivants ne sont plus conservés aux Archives nationales (site de Paris) : 7 AR, 10 AR. La cote 13 AR est vacante.

1 AR

FONDS *LE MATIN*

Dates extrêmes : 1884-1954.

Importance matérielle : 110 registres et 22 cartons (1 AR 1-132) ; 27,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de la Société nationale des entreprises de presse (S.N.E.P.), 1954-1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par P. Cézard, s. d., 7 p.

Notice historique.

Le Matin fut successivement dirigé par la Société en commandite S. Chamberlain et C^{ie} (23 octobre 1883-21 juin 1884), par la Société anonyme du journal *Le Matin* (21 juin 1884-11 mai 1897), puis par la Société anonyme *Le Matin* (17 décembre 1897).

Maurice Bunau-Varilla (1856-1944) fut d'abord associé à son frère Philippe dans les affaires de Panama, avant d'acquérir *Le Matin*. Étant le principal actionnaire, il entra au conseil d'administration le 28 décembre 1899, puis en devint président le 23 décembre 1901.

Grâce à une intense publicité (en 1898, 500 000 francs de l'époque y furent consacrés), les tirages passèrent de 285 000 exemplaires en 1902 à un million en 1913. En 1939 cependant, le tirage du *Matin* tomba à 300 000 exemplaires.

Le Matin suivait une politique radicale et strictement laïque, n'hésitant pas à soulever des polémiques, redoutées même du gouvernement. À l'automne 1896, *L'Éclair* puis *Le Matin* avaient attiré l'attention du public sur la nature suspecte des preuves ayant entraîné la condamnation du capitaine Dreyfus. Patriote, *Le Matin* lança une souscription en faveur des premiers sous-marins militaires français en janvier 1899 : cette souscription permit en effet la construction du *Français* et de *L'Algérien*.

Le 17 juin 1940, Bunau-Varilla reprit la publication du *Matin*, qu'il mit désormais à la disposition des occupants allemands ; *Le Matin* se saborda le 17 août 1944, à la Libération, peu de temps après le décès de Bunau-Varilla survenu le 1^{er} août 1944.

Le siège social était situé au numéro 6 du boulevard Poissonnière, Paris-X^e ; les locaux se trouvaient à la même adresse, aux numéros 3-9.

Présentation du contenu.

1 AR 1-3, 110. Société anonyme du journal *Le Matin*. 1884-1913.

1-3. Procès-verbaux des assemblées générales et des conseils d'administration. 1884-1897.

110. Affaire Derriey contre Genevois, liquidateur de la Société anonyme du journal *Le Matin*. 1895-1913.

1 AR 4-91, 109, 126. Société anonyme *Le Matin*. 1897-1950.

4-6 bis. Procès-verbaux des assemblées générales. 1897-1940.

7-25. Procès-verbaux des conseils d'administration. 1899-1938.

26-30. Finances. 1898-1940.

- 31-33. Contrats et commandes. 1902-1943.
- 34. Procès et affaires. 1898-1944.
- 35-36. Livre d'or. 1903-1920.
- 37-50. Correspondants. 1922-1939.
- 51-69. Inspecteurs et voyageurs. 1901-1946.
- 70-90. Registres de trésoreries. 1940-1944.
 - 91. Dépenses et gratifications exceptionnelles. 1917-1940.
- 109. Divers, dont : inscription au registre du commerce (1920-1941) ; assurance incendie (1924-1947) ; plan des locaux (s. d.).
- 126. Procès-verbaux des assemblées générales. 1922-1946.
Procès-verbaux des conseils d'administration. S. d.
Correspondance départ. 1922-1950.
Documents financiers des Bunau-Varilla. 1916-1935.

- 1 AR 92-132. Sociétés annexes. 1912-1954.
 - 92-98, 109, 127-132. Société immobilière du *Matin*. 1913-1944.
 - 99-103. Compagnie générale de publicité parisienne. 1912-1954.
 - 104-106. Entrepôts de Gennevilliers. 1917-1944.
 - 107. Société des cinéromans. 1924-1928.
 - 108. Dossiers divers. S. d.
 - 111-125. Société civile du personnel du *Matin*. 1921-1953.

Sources complémentaires.

Les plaques photographiques du *Matin* sont conservées au musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne. Au nombre de 200 000, couvrant la période 1885-1944, ces plaques photographiques ont été récupérées par le journal *L'Humanité* en 1944, avant d'être confiées au musée.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le fonds Maurice Bunau-Varilla (18 AR).

Les Archives nationales (site de Fontainebleau) conservent les archives de la Société nationale des entreprises de presse (7 AR), chargée de gérer le sort des journaux collaborationnistes.

Bibliographie.

Histoire générale de la presse, tome III, Paris, 1972, p. 309-314.

2 AR

FONDS *LES NOUVEAUX TEMPS*

Dates extrêmes : 1940-1947.

Importance matérielle : 4 cartons et 6 registres (2 AR 1-14) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : statut juridique n'ayant pu être clairement établi.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par J. Mady, s. d., 3 p.

Notice historique.

Quotidien parisien du soir, *Les Nouveaux Temps* furent créés après l'entrevue de Montoire, afin de soutenir la politique française d'Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris. Leur imprimerie était située rue du Louvre, Paris-II^e. À partir du 1^{er} novembre 1940, le rédacteur en chef fut Jean Luchaire, condamné à mort et exécuté le 22 février 1946.

Jean Luchaire était aussi le fondateur de la société anonyme « Les Éditions Lutétia », créée le 18 novembre 1940 et dont le siège social était sis au 31, rue du Louvre ; ses statuts furent établis le 6 novembre 1940. Les locaux des Éditions Lutétia ayant été occupés en août 1944, les membres du conseil d'administration démissionnèrent collectivement et la société fut liquidée.

Jean Luchaire était également président de la Section patronale du Groupement corporatif de la presse quotidienne de Paris, sise au 27, rue du Mont-Thabor, Paris-II^e, chargé du contrôle de la presse vichyste.

Paul de Montaignac était secrétaire général de L'Écho de la France, dont le siège social se trouvait au 124, rue Réaumur, Paris-II^e.

Présentation du contenu.

2 AR 1-10, 12. *Les Nouveaux Temps*. 1940-1944.

2 AR 1-6. Administration. 1940-1944.

1. Conseil d'administration. 1940-1944.

2. Affaire du titre *Les Nouveaux Temps*. 1940.

Papiers, notes et correspondance de Paul de Montaignac. 1940-1944.

Fournitures de papier. 1943-1944.

Imprimerie. 1942-1944.

Baux. 1940-1941.

Rubrique hebdomadaire de mode, *La Vie féminine*. 1940-1941.

Piges des correspondants. 1941-1944.

3-4. Notes de service, appointments. 1941-1944.

5. Ventes. 1944.

6. Dossiers de correspondants, collaborateurs et fournisseurs. 1941-1944.

2 AR 7. Action d'aide aux prisonniers et aux victimes de bombardements. 1940-1944.

- 2 AR 8. Publicité. 1941-1944.
- 2 AR 9. Groupement corporatiste de la presse quotidienne de Paris. 1942-1944.
- 2 AR 10, 12. Comptes. 1940-1943.
 - 10. Journal. 1940-1942.
 - 12. Inventaire. 1941-1943.

- 2 AR 11, 13-14. Les Éditions Lutétia. 1940-1947.
 - 2 AR 11. Comptes : journal. 1943-1947.
 - 2 AR 13. Conseil d'administration. 1940-1943.
 - 2 AR 14. Statuts, pièces diverses. 1940-1944.
 - Procédure. 1943.
 - Comptes. 1943.

- 2 AR 14 (suite). *L'Écho de la France*. 1944.
 - Personnel : liste des employés, appointements. 1944.
 - Administration : correspondance échangée. 1944.
 - Secrétaire général. 1944.
 - Rédacteur en chef. 1944.
 - Directeur. 1944.
 - Directeur-adjoint. 1944.

Bibliographie.

Histoire générale de la presse française, tome IV, Paris, 1975, p. 12, 36, 42, 48, 325.

3 AR

FONDS *L'ŒUVRE*

Dates extrêmes : 1907-1947.

Importance matérielle : 10 registres et 4 cartons (3 AR 1-14) ; 0,75 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : statut juridique n'ayant pu être clairement établi.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par J. Mady, s. d., 5 p.

Notice historique.

L'Œuvre fut lancée le 13 mai 1904 par Gustave Téry, ancien rédacteur du *Journal* et du *Matin* : d'abord mensuel, ce périodique devint hebdomadaire (1910), puis quotidien (1915). Devenu un quotidien, *L'Œuvre* vit augmenter ses tirages : 55 000 exemplaires (1915), 89 000 (1916), 125 000 (1917), 116 000 (1918), 135 000 (1919), 230 000 (1936) et 274 000 (1939). Son slogan « Les imbéciles ne lisent pas *L'Œuvre* » (1915), ses manchettes accrocheuses et la forte personnalité de ses journalistes garantirent son succès. Gustave Téry mourut en juin 1928 et fut remplacé par Henri Raud.

L'Œuvre afficha à l'origine des idées radicales-socialistes et pacifistes : pendant la Première Guerre mondiale y parut *Le Feu* d'Henri Barbusse, publié en feuilleton sous le titre *Le Journal d'une escouade*. *L'Œuvre* fut favorable au Cartel des gauches (1924) et au Front populaire (1936). En politique extérieure, le journal restait pacifiste : le 4 mai 1939, un de ses journalistes, Marcel Déat, publia « Mourir pour Dantzig ? ».

Le 10 juin 1940, *L'Œuvre* quitta Paris pour Saint-Étienne puis Clermont-Ferrand ; le journal parut à nouveau à Paris le 24 septembre 1940. Marcel Déat, son directeur depuis le 5 juillet 1940, l'engagea dans la voie de la Collaboration. Rival des *Nouveaux Temps*, *L'Œuvre* tirait en moyenne à 130 000 exemplaires, entre 1941 et 1944. Ses locaux étaient situés au 9, rue Louis-le-Grand, Paris-II^e. *L'Œuvre* cessa de paraître le 17 août 1944.

Conformément à la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments actifs de presse et d'information, *L'Œuvre* fut placée sous séquestre judiciaire.

Présentation du contenu.

3 AR 1-2. Dossiers de journalistes. 1926-1943.

3 AR 3-4. Tirages. 1923-1943.

3 AR 5-10. Ventes. 1926-1944.

3 AR 11-14. Comptes. 1907-1947.

Bibliographie.

Histoire générale de la presse, tome III, Paris, 1972, p. 393, 411, 412, 425, 427-429, 432, 438, 439, 452, 461, 469, 471, 497, 502, 510, 511, 522, 564-567, 577.

4 AR

FONDS *LA FRANCE SOCIALISTE*

Dates extrêmes : 1941-1943.

Importance matérielle : 1 carton (4 AR 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : statut juridique n'ayant pu être clairement établi.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., s. d., 2 p.

Notice historique.

La France socialiste fut créée en novembre 1941, succédant à *La France au travail* qui avait disparu en mai 1941. Ce journal fut engagé dans la Collaboration, mais en défendant des idées « socialistes », laïques, pacifistes et antivichystes. Ses lecteurs se recrutaient essentiellement parmi les ouvriers, les artisans, les enseignants, les syndicats professionnels et les anciens combattants.

Son tirage s'élevait à 116 500 exemplaires en 1941 et à 140 300 exemplaires en 1944. Ses locaux étaient installés au 30, rue de Gramont, Paris-II^e. *La France socialiste* disparut en 1944.

Présentation du contenu.

4 AR 1. Courrier des lecteurs au directeur politique René Château. 1941-1943.

Bibliographie.

Histoire générale de la presse française, tome IV, Paris, 1975, p. 18, 36, 37, 46, 55, 56.

5 AR

FONDS DE L'AGENCE HAVAS, BRANCHE INFORMATION

Dates extrêmes : [1855]-1954.

Importance matérielle : 521 cartons (5 AR 1-524) ; 88,15 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 5 AR 1-494, 521-524 : dons de l'Agence France-Presse (A.F.P.), 22 mars 1965, 12 janvier 1966, 23 décembre 1968, 8 avril 1969.
- 5 AR 495-520 : dépôt de l'A.F.P., 19 décembre 1974.

Conditions d'accès :

- 5 AR 1-494, 521-524 : libre.
- 5 AR 495-520 : sur autorisation.

Instruments de recherche : *Les Archives de l'Agence Havas (branche Information) conservées aux Archives nationales, inventaire*, par I. Brot, Paris, 1969, 270 p. ; rép. num. dact. (5 AR 488-524), par M. Garrigues, s. d., 50 p.

Notice historique.

L'Agence Havas fut fondée en 1835 par Charles-Louis Havas (1783-1858). Elle était organisée en deux branches, « Publicité » et « Information », les activités de cette dernière consistant à recueillir des informations, vendues ensuite aux journaux sous forme d'articles, de dépêches ou de comptes rendus. Dès 1859, l'Agence Havas s'associa avec les agences Wolff (Berlin) et Reuter (Londres), afin de garantir à chacune une zone géographique d'exclusivité des informations provenant de l'étranger (d'autres agences se joignirent ultérieurement à cette alliance).

En 1896, l'Agence Havas installa son nouveau siège social au 13, place de la Bourse, Paris-II^e (où se trouve aujourd'hui l'Agence France-Presse).

Malgré une situation de quasi-monopole, l'Agence Havas se trouva affaiblie par la crise économique de 1929, la concurrence de la radio et la diminution de ses activités publicitaires : en 1938, le ministère des Affaires étrangères se résolut à prendre en charge le déficit de la branche Information.

Le bureau de New York fut créé en 1913, mais, trop onéreux, fut liquidé en 1922 ; rétabli en 1924 à la demande du ministère des Affaires étrangères, le bureau couvrait l'information de tout le continent américain.

La Conférence générale des agences télégraphiques alliées fut créée en 1924 pour la défense des intérêts communs des agences : son secrétariat était assuré par le bureau central, qui assurait la liaison entre les agences et dont la gestion était confiée à l'Agence Havas ; par ailleurs, la Conférence générale disposait d'un comité permanent (ou « Commission des sept »), chargé de la représenter vis-à-vis des tiers. La Conférence générale se réunit tous les ans jusqu'en septembre 1939.

La branche Information de l'Agence Havas fut achetée par le gouvernement de Vichy pour 25 millions de francs, en novembre 1940 : elle fut remplacée par l'Office français d'information (O.F.I.), créé par décret du 10 décembre 1940 ; la direction générale de l'O.F.I. s'établit à Vichy ; parallèlement, la comptabilité et la rédaction restèrent à Clermont-Ferrand (où elles s'étaient repliées en juin 1940), avant de revenir à Paris en 1942. L'O.F.I. géra plus

difficilement les réseaux d'information de province et à l'étranger : les bureaux et les succursales situés en zone occupée furent fermés et repris par l'Agence française d'information de presse (A.F.I.P.), un organisme franco-allemand. À l'étranger, les services furent fermés en juin et juillet 1940 : inquiet de la perte de zones d'information récupérées par d'autres agences, l'O.F.I. obtint du gouvernement de constituer en filiale l'Agence Téléradio, destinée à l'Amérique et à l'Extrême-Orient.

L'O.F.I. fut supprimé par la loi du 9 avril 1944 ; après sa disparition, la branche Information fut dévolue à l'Agence France-Presse (A.F.P.), créée le 30 septembre 1944.

L'Agence Radio avait été créée le 14 décembre 1918, sous le patronage de Jean Galmot (1879-1928) ; lors de l'assemblée générale extraordinaire du 19 septembre 1941, elle devint l'Agence Téléradio. Elle constitua une filiale de l'O.F.I., assurant l'exploitation des zones Amérique et Extrême-Orient ; elle disparut en 1944.

Présentation du contenu.

5 AR 1-520. Agence Havas, branche Information, puis Office français d'information. [1855]-1954.

1-160. Copies de lettres envoyées. 1875-1940.

1-149. Adressées aux agences alliées, aux succursales et aux bureaux en France et à l'étranger. 1875-1940.

150-156. Adressées à l'administration des P.T.T. 1880-1940.

157-160. Lettres diverses. 1881-1940.

161-331. Lettres reçues des succursales et bureaux de France et de l'étranger, ainsi que des agences alliées. 1876-1943.

332-410. Correspondance reçue. 1884-1943.

332-396. Correspondants et journaux locaux en France, outre-mer et à l'étranger. 1884-1940.

397-398. Agences régionales. 1921-1940.

399-404. Journaux de Paris. 1913-1943.

405-410. Agences concurrentes. 1884-1940.

411-430. Contrats. 1859-1942.

411. Anciens contrats. 1859-1914.

412-419. Contrats avec les agences alliées. 1861-1940.

420-426. Contrats avec les journaux. 1873-1940.

427-428. Contrats divers. 1877-1940.

429-430. Contrats relatifs à la distribution des informations. 1879-1942.

431-445. Dossiers divers. 1920-1943.

431-435. Documents concernant la radio. 1922-1940.

436-439. Relations avec les ministères. 1924-1943.

440-445. Questions sociales et diverses. 1920-1940.

446-449. Fichiers des abonnés. 1880-1939.

450-463. Bureau de New York. 1932-1940.

- 464-485. Conférence des agences télégraphiques alliées. 1923-1940.
 464-469. Dossiers des assemblées. 1924-1939.
 470-472. Dossiers du comité permanent. 1926-1931.
 472 (*suite*)-473. Documents imprimés publiés par la conférence. 1924-1938.
 474-485. Dossiers du bureau central des agences alliées. 1923-1940.
- 486-487. Documentation imprimée. [1855]-1954.
- 488-516. Supplément. 1881-1944.
 488. Contrat avec les agences alliées. 1933-1940.
 489. Questions techniques : enquêtes, rapports. 1931-1938.
 489 (*suite*)-490. Correspondants. 1889-1939.
 490 (*suite*)-491. Personnel et organisation du travail. 1939-1940.
 491 (*suite*)-494. Divers. 1881-1940.
- 495-520. Office français d'information. 1940-1944.
 495-500. Création et organisation. 1938-1944.
 501-511. Correspondances avec les bureaux et succursales. 1934-1944.
 512-516. Correspondance relative aux abonnés. 1892-1944.
 517-519. Relations avec les autres agences, les organismes professionnels et les ministères. 1940-1944.
 520. Divers. 1940-1942.
- 5 AR 521-524. Agence Radio, puis Agence Téléradio. 1918-1944.
 521. Assemblées générales : procès-verbaux des séances. 1920-1944.
 522. Conseil d'administration : procès-verbaux des séances. 1918-1938.
 523-524. Comité de direction : procès-verbaux des séances. 1938-1942.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent des dossiers relatifs à l'Agence Téléradio dans le fonds de l'Agence France-Presse (9 AR). Il conserve aussi les archives du journaliste Géraud Jouve (549 AP).

Bibliographie.

Histoire générale de la presse française, tome III, Paris, 1972, p. 38, 167, 292, 467, 468.
Histoire générale de la presse française, tome IV, Paris, 1975, p. 26, 27, 231.

6 AR

FONDS *FRANC-TIREUR*

Dates extrêmes : 1948-1953.

Importance matérielle : 1 carton (6 AR 1-2) ; 0,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : statut juridique n'ayant pu être clairement établi.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., s. d., 2 p.

Notice historique.

Franc-Tireur fut créé à Lyon en décembre 1941, par un groupe composé d'Élie Péju (ancien de *l'Humanité*), Georges Altman, Marc Bloch et Yves Farges (dit « Grégoire »). Il fut imprimé clandestinement à Lyon, rue Vieille-Monnaie, par Eugène Pons (ce dernier fut déporté et mourut à Neuengamme, en Allemagne). *Franc-Tireur* fut un des plus influents parmi les quotidiens clandestins nés de la Résistance : il accorda son soutien au général de Gaulle et présida le bureau permanent de la Fédération nationale de la presse clandestine (créée en novembre 1943).

En 1945, *Franc-Tireur* s'installa dans l'ancienne imprimerie de *L'Intransigeant*, située au 100, rue Réaumur, Paris-II^e. Quotidien du matin, son tirage s'éleva successivement à 60 000 exemplaires (1941), 150 000 (1942), 165 000 (1944), 182 000 (1945), 350 000 (1947) et 370 000 (1948).

Sa devise était « *Franc-Tireur n'est pas le journal d'un Parti, c'est un journal qui prend parti* ».

En octobre 1948, une scission se produisit au sein du comité de direction, dont une partie des membres souhaitait une orientation politique plus à gauche : les opposants, démissionnaires, entrèrent à *Libération*.

Le 18 novembre 1957, *Franc-Tireur* fut racheté par Cino del Duca, éditeur spécialisé dans la presse du cœur ; il changea de titre pour s'appeler désormais *Paris-Journal*. L'année suivante, Péju et Altman, fondateurs de *Franc-Tireur*, démissionnèrent.

Présentation du contenu.

6 AR 1. Courrier des lecteurs. 1948-1953.

Prises de positions politiques. 1948-1949.

Comité Garry Davis, citoyen du monde. 1948-1949.

Affaire Jean-Bernard Moreau, objecteur de conscience. 1949.

Pétition de *Franc-Tireur* pour la paix en Indochine. 1949.

6 AR 2. Articles. 1953 et s. d.

D'Alexis Danan sur l'enfance malheureuse et sur le divorce. S. d.

De Pierre Rimbart sur le Parti socialiste en France. 1953.

Publications. S. d.

Brunswick, *Témoignage*. S. d.

Lecerf (Maurice), *La Vie inquiète de Walther Rathenau*. S. d.

Bibliographie.

Histoire générale de la presse française, tome IV, Paris, 1975, p. 36, 83, 116, *passim*.

8 AR

FONDS *LE JOURNAL*

Dates extrêmes : 1874-1961.

Importance matérielle : 388 cartons et 267 registres (8 AR 1-661) ; 66 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôts, 18 octobre 1970, 7 mai 1971.

Conditions d'accès :

- 8 AR 1-591, 593-606, 608-661 : libre.
- 8 AR 592, 607 : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par V. Dignac et B. Joly, 1997, 146 p.

Notice historique.

Créé par Fernand Xau (1852-1899), le premier numéro du *Journal* parut le 28 septembre 1892. Ancien imprésario de la tournée du cirque de Buffalo Bill en France devenu journaliste, Xau souhaitait lancer un « journal littéraire d'un sou » à la portée des petits commerçants, ouvriers, instituteurs et employés ; il sut attirer l'élite littéraire de son époque, dont Barrès, Zola, Léon Daudet, Jules Renard, Alphonse Allais et Courteline.

Par ailleurs, Fernand Xau racheta *Gil Blas* (qui disparut en 1914).

Après la mort de Xau, *Le Journal* fut dirigé par Henri Letellier : il nomma Gabriel Hanoteaux directeur politique et José Maria de Heredia directeur littéraire. La ligne politique resta modérée jusqu'en 1911, année où Charles Humbert, sénateur de la Meuse, devint directeur politique du *Journal* et lui fit prendre un virage conservateur et patriote.

À partir de 1913, le tirage du *Journal* atteignit le million d'exemplaires et s'opposa efficacement à son grand rival, *Le Matin*. Son siège social se trouvait au 100, rue de Richelieu, Paris-II^e. Dès 1915, il confia l'exclusivité de sa diffusion aux Messageries Hachette. Cependant, la réputation du *Journal* eut à souffrir de sa collaboration avec Pierre Lenoir, un individu douteux, fusillé pour espionnage le 24 octobre 1919 : le nombre de lecteurs diminua de moitié.

En janvier 1925, *Le Journal* fut vendu par Henri Letellier à un groupe comprenant le directeur du casino de Deauville, l'Agence Havas, les Papeteries Darblay et la Banque de Paris et des Pays-Bas, mais ce changement ne modifia pas l'orientation de sa politique. Depuis 1918, le directeur politique était François-Ignace Mouthon, ancien journaliste catholique et antisémite ; après sa mort, le 27 janvier 1937, il fut remplacé par Pierre Guimier, venu de l'Agence Havas, qui s'entoura de Jacques de Marsillac (rédacteur en chef) et de Lucien Descaves (rubrique littéraire).

En 1928, *Le Journal* participa aux attaques lancées contre Marthe Hanau, instigatrice d'une escroquerie dans le milieu de la presse. En août 1929, le *Journal* racheta *L'Écho des sports*, quotidien sportif sur papier rose et concurrent de *L'Auto*.

À l'instar des autres grands quotidiens, *Le Journal* employait des effets promotionnels considérables : campagnes de lancements de romans-feuilletons (en particulier, ceux de Maurice Leblanc), patronages de manifestations sportives, souscriptions de bienfaisance et campagnes publicitaires. La ligne littéraire du *Journal* demeura de qualité : Colette tint un feuilleton hebdomadaire jusqu'au 16 juillet 1938 et Blaise Cendrars faisait partie de l'équipe des reporters ; politiquement, il se montra anticomuniste et crut à une alliance avec l'Italie fasciste.

En 1940, *Le Journal* se replia en zone libre, à Limoges, Marseille, puis Lyon, où il continua de paraître jusqu'à la Libération. Suspendu en 1944, il tenta vainement de faire lever l'interdiction dont il était l'objet et cessa de paraître le 8 juin 1944. Son riche fonds photographique fut attribué au quotidien *L'Aurore*.

Par ailleurs, des actionnaires du Journal se trouvaient être actionnaires d'autres périodiques : ce fut le cas de l'hebdomadaire satirique du vendredi, *Cyrano*, créé le 8 décembre 1920 sous le patronage de François-Ignace Mouthon.

Les Papeteries Darblay, qui faisaient partie du groupe ayant racheté *Le Journal* en 1925, étaient une société anonyme, dont le siège social se trouvait au 27, rue des Pyramides, Paris-1^{er}. Leurs usines étaient au nombre de trois : Corbeil-Essonnes (Essonne), Grand-Couronne (Seine-Maritime) et Bellegarde-sur-Valserine (Ain).

Présentation du contenu.

8 AR 1-654, 661. *Le Journal*. 1874-1947.

Organisation. 1885-1947.

- 267. Statuts. 1915-[1928].
- 268-276. Assemblées générales. 1892-1934.
- 277-278. Conseil d'administration. 1892-1946.
- 487-490. *Le Journal* pendant la guerre : divers. 1932-1946.
- 491, 511, 567. Bureau de Lyon. 1940-1947.
- 317-318. Locaux. 1885-1945.

Gestion. 1897-1944.

- 320-324. Imprimerie et fournitures. 1897-1938.
- 347-360. Tirages. 1920-1940.
- 361-363. Abonnements. 1929-1934.
- 364-374. Ventes. 1904-1940.
- 375-391. Dépositaires. 1921-1939.
- 295-296, 392-412, 661. Publicité. 1901-1944.
- 492-498. Censure. 1939-1944.
- 524-530. Lancements de feuillets. 1907-1939.
- 145-160, 413-416. Service des annonces. 1904-1939.
- 233-251, 531-540. Photographies. 1916-1944.
 - Registres d'entrées et de sorties. 1916-1944.
 - Photographies. S. d.

Rédaction. 1896-1944.

- 279-288, 514-517, 519. Organisation. 1908-1940.
 - 161-162. Rédacteurs : contrats, salaires. 1896-1913.
 - 163. Correspondants à l'étranger. 1898-1899.
- 164-196, 518, 541-542. Dépenses de la rédaction. 1918-1944.
 - 520-523. Articles. 1906-1941.
- 197-227, 543-566. Piges : texte. 1900-1943.
 - 228-232. Piges : dessins. 1916-1941.
- 136-144. Service de la vente. 1912-1938.
 - 252. Service des sports. 1907-1909.
- 289-294. Correspondance. 1908-1942.

- 290, 294. Correspondance envoyée. 1915-1942.
- 289, 293. Correspondance reçue. 1908-1940.
- 291-292. Courrier des lecteurs. 1925-1938.

Comptabilité. 1892-1947.

- 1-9. Journal. 1900-1916.
- 10-20. Journal général. 1915-1939.
- 21-34, 258-266. Journal des opérations diverses. 1928-1940.
- 35-51. Grand livre général. 1915-1932.
- 52-57. Grand livre. 1910-1917.
- 58-74. Registres des achats. 1915-1936.
- 75-95. Registres des dépenses. 1924-1931.
- 96-119. Registres des paiements. 1915-1925.
- 120-128. Registres des recettes. 1915-1931.
- 129-134. Registres des créditeurs et débiteurs, par ordre alphabétique.
S. d.
- 135. Registres d'inventaires. 1916-1944.
- 297-316. Comptes. 1892-1945.
- 504-513. Comptes particuliers et réquisitions. 1939-1947.
- 319. Impôts. 1919-1938.

Personnel. 1896-1947.

- 333-342. Salaires. 1914-1946.
- 499-502. Licenciements. 1941-1943.
- 343. Retraites. 1921-1945.
- 499, 568-654. Dossiers individuels classés par ordre alphabétique. 1898-1941.
- 344-346. Coopératives et services divers. 1896-1947.

Manifestations organisées par *Le Journal*. 1904-1936.

- 439-441, 444-447, 449-544. Compétitions sportives. 1904-1936.
- 443. Manifestations artistiques. 1916-1924.
- 442, 448. Dons et souscriptions. 1917-1926.

Affaires judiciaires. 1874-1939.

- 456-464. Affaire Marthe Hanau. 1928-1932.
- 465-466. Affaire abbé Xavier Haegy. 1919-1927.
- 467-474. Affaires diverses. 1874-1939.

Relations avec les journaux. 1896-1947.

- 257. *Gil Blas*. 1899-1900.
- 253-256, 417. *L'Écho des sports*. 1906-1935.
- 475-486. *Cyrano*. 1920-1947.
- 418-421. Autres journaux liés au *Journal*. 1896-1940.
- 432-438. Journaux divers, classés par ordre alphabétique. 1896-1940.

Relations avec la presse et les sociétés liées au *Journal*. 1892-1945.

- 422-431. Agences de presse. 1892-1943.
- 325-330. Syndicats de presse. 1916-1943.
- 331-332. Relations avec les sociétés liées au *Journal*. 1910-1945.

8 AR 655-660. Papeteries Darblay : relations avec les syndicats professionnels de la papeterie. 1958-1961.

655-657. Fabricants de papier journal. 1959-1960.

658. Fabricants de papier d'impression et d'écriture. 1960-1961.

659. Fabricants d'ouate de cellulose. 1959-1960.

Fédération du commerce des papiers et cartons. 1958-1960.

660. Comité intersyndical des pâtes, papiers et cartons. 1960.

Sources complémentaires.

Le département des Estampes et de la Photographie de la Bibliothèque nationale de France conserve les archives photographiques du *Journal* et de *L'Aurore* : le fonds, acquis en 1980, est actuellement en cours de classement.

Bibliographie.

Histoire générale de la presse française, tome III, Paris, 1972, p. 299, 314, 315, 429, 431, 521, 522, 585, 622.

9 AR

FONDS DE L'AGENCE FRANCE-PRESSE (A.F.P.)

Dates extrêmes : 1654-1968.

Importance matérielle : 90 cartons (9 AR 1-90) ; 14,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôts, 27 décembre 1974, 22 novembre 1989.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M. Garrigues, s. d., 49 p.

Notice historique.

L'Agence française indépendante (A.F.I.) fut fondée à Londres en 1940 par la France libre et l'Agence France-Afrique fut créée à Brazzaville en 1942 ; toutes deux fusionnèrent, en mars 1944, avec l'Agence française de presse, dirigée par Géraud Jouve et installée à Alger.

L'Agence France-Presse (A.F.P.) leur succéda le 30 septembre 1944 à Paris : elle hérita des locaux et installations de l'Office français d'information (O.F.I.), après la suppression de ce dernier le 9 avril 1944. De 1944 à 1957, l'A.F.P. fut un établissement public administratif, géré par un directeur général nommé par décret et dépourvu de conseil d'administration ; son budget était établi par le directeur général et approuvé par les ministères de l'Information et des Finances.

Le 10 janvier 1957, les statuts de l'Agence France-Presse furent modifiés : l'agence devint un organisme autonome, dirigé par un président-directeur général élu par un conseil d'administration de quinze membres.

En 1948, l'Agence France-Presse céda deux de ses services, « Photos » et « Features » (articles rédigés par des gens célèbres), à l'Agence Téléradio, devenue la même année Agence intercontinentale.

Présentation du contenu.

- 9 AR 1. Agence française indépendante (A.F.I.). 1944.
 - Agence France-Afrique. 1944.
 - Agence française de presse. 1944.

- 9 AR 2-86. Agence France-Presse (A.F.P.). 1944-1960.
 - 2. Généralités et statuts. 1944-1957.
 - 3. Organisation et gestion. 1944-1954.
 - 4-5. Personnel. 1944-1960.
 - 6-15. Circulaires, notes, rapports, articles. 1944-1954.
 - 16-31. Copie de lettres de la direction. 1944-1954.
 - 32-74. Correspondance avec les bureaux. 1944-1954.
 - 32-43. France. 1944-1954.
 - 44-51. Afrique. 1944-1954.
 - 52-53. Amérique du Nord. 1944-1954.
 - 54-57. Amérique du sud et Amérique centrale. 1944-1954.
 - 57 (*suite*). Australie. 1946-1953.

- 58-68. Europe. 1944-1955.
- 69-72. Extrême-Orient. 1945-1954.
- 73-74. Moyen-Orient. 1944-1954.
- 75-79. Relations avec les bureaux. 1944-1954.
- 75-76. Généralités et abonnements. 1945-1954.
- 77-79. Correspondance avec les journaux de province. 1944-1947.
- 80. Relations avec les agences et radios étrangères. 1944-1954.
- 81-85. Dossiers techniques. 1952-1954.
- 86. Relations avec le Conseil supérieur des Français à l'étranger. 1950-1952.

9 AR 86 (*suite*). Agence Téléradio, puis Agence intercontinentale. 1941-1949.

9 AR 87-90. Biens immobiliers de l'Agence France-Presse (A.F.P.). 1654-1968.

87. Rue des Filles Saint-Thomas. 1654-1838.

88. Rue de Richelieu. 1852-1920.

89-90. Place de la Bourse. 1867-1968.

Sources complémentaires.

Conservé aux Archives nationales (site de Paris), le fonds de l'Agence Havas comprend des archives de l'O.F.I. (5 AR 495-520) et de l'Agence Téléradio (5 AR 521-524).

Les Archives nationales (site de Paris) conservent aussi les archives du journaliste Géraud Jouve (549 AP).

Bibliographie.

Introduction du répertoire numérique, p. 2-4.

11 AR

FONDS *LE PETIT PARISIEN*

Dates extrêmes : 1879-1962.

Importance matérielle : 155 cartons, 664 registres et 4 liasses (11 AR 1-904) ; 80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 30 novembre 1990.

Conditions d'accès :

- 11 AR 1-698, 757-904 : libre.
- 11 AR 699-756^B : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par A. Daumas et V. Dignac, 1997, 266 p.

Notice historique.

Le journal *Le Petit Parisien* fut fondé par le député Louis Andrieux le 15 octobre 1876 ; le 22 février 1877, Andrieux céda le titre à Eugène Schnerb ; le journal passa ensuite à Hector Pessard (juin-août 1877) puis au groupe Dalloz ; en janvier 1878, il fut mis en société et évolua vers le radicalisme.

La place importante donnée aux feuilletons lui permit d'augmenter ses tirages : 23 000 en janvier 1879, 35 000 en août 1879, 40 000 en novembre 1880.

Dalloz vendit *Le Petit Parisien* à Louis-Paul Piégut et au député radical Charles Laisant : ils fondèrent la société en commandite Piégut et C^{ie} en octobre 1880 ; Piégut donna au *Petit Parisien* l'impulsion qui lui manquait, créa des dépôts en province et s'assura des correspondants à l'étranger (Londres, Alger).

En 1884 fut fondée une nouvelle société par l'entremise de Jean Dupuy ; à la mort de Piégut, le 25 juillet 1888, Dupuy prit la direction du *Petit Parisien* et lui fit atteindre une grande prospérité. Les tirages ne cessèrent en effet d'augmenter, favorisés par une position politique plus modérée qu'à ses débuts : ils atteignirent un million lors de l'affaire Dreyfus puis 2,3 millions en 1917, ce qui représentait alors le tirage le plus élevé au monde.

Après le décès de Jean Dupuy, ses fils Pierre et Paul restèrent gérants statutaires : Paul, le cadet, prit la direction du *Petit Parisien* et apporta des innovations (poste de radiodiffusion).

Sous l'impulsion des rédacteurs en chef, Léon Touchard puis Élie Bois, *Le Petit Parisien* publia des grands reportages à travers le monde, signés Henri Béraud, Albert Londres ou Louis Roubaud.

Après la mort de Paul Dupuy, le 10 juillet 1927, son frère Pierre fonda, en 1928, la Société du *Petit Parisien* et d'éditions « Pierre Dupuy et C^{ie} » en commandite par actions ; politiquement, *Le Petit Parisien* glissa vers la droite, affichant un anticommunisme virulent. Parallèlement, le tirage commença à baisser, conséquences de cette nouvelle prise de position et de la concurrence de *Paris-Soir*.

Le 10 juin 1940, *Le Petit Parisien* se replit à Bordeaux, puis à Clermont-Ferrand, avant de réparaître à Paris, du 8 octobre au 10 février 1941 ; à cette date, le journal fut récupéré par le gouvernement militaire allemand, qui en fit son organe de propagande. Le 21 août 1944, ses locaux, sis 18, rue d'Enghien, Paris-X^e (depuis 1879), furent utilisés pour installer deux quotidiens, *L'Humanité* et *Le Parisien libéré*, tandis qu'un administrateur provisoire était nommé et déclarait la suspension du *Petit Parisien*.

La Société du *Petit Parisien* fut dévolue à la Société nationale des entreprises de presse (S.N.E.P.), créée par la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 pour gérer les biens des entreprises de presse et d'informations, transférés, confisqués ou séquestrés par l'État.

En 1957, la société fut vendue par les neveux de Pierre Dupuy à Marcel Boussac, qui la revendit en 1960 à Émilien Amaury, pour le compte de la Société du *Parisien libéré*.

Présentation du contenu.

11 AR 1-666, 670-904. *Le Petit Parisien*. 1879-1962.

1-451, 670-672. Comptabilité. 1879-1950.

1-42. Journal. 1879-1944.

43-76. Grand livre. 1879-1946.

77-90. Société du *Petit Parisien* et d'éditions Dupuy et C^{ie} : parts bénéficiaires. 1926 et s. d.

91-96. Registres de banque. 1939-1946.

97-173. Journal de caisse. 1884-1947.

174-187. Livre de ventilation des dépenses. 1912-1944.

188-228. Livre de contrôle des caisses. 1921-1947.

229-237. Registre de caisses : créanciers. 1920-1938.

238-256. Balance des créanciers. 1907-1947.

257-264. Registre des fournisseurs. 1898-1947.

265-280. Registre des débiteurs. 1915-1948.

281-286. Registre des timbres-poste. 1927-1947.

287-297. Registre des comptes chèques postaux. 1929-1947.

298-302. Dons, subventions, souscriptions. 1907-1938.

303-305. Eau, gaz, électricité. 1908-1947.

306-313. Registre des caisses des entrepreneurs. 1922-1947.

314-317. Registre des transports. 1920-1940.

318-326. Livre d'achat de mobilier et de matériel. 1905-1946.

327-330. Livre d'amortissement de matériel et des immeubles. 1885-1945.

331-342. Imprimerie. 1913-1950.

343-344. Comptoir commercial. 1921-1928.

345-388. Inventaires : bilans. 1881-1944.

389-398. Inventaire général du 31 mai 1941. 1941.

399-415. Situations mensuelles par journal. 1885-1938.

416-451. Tirages et ventes. 1919-1946.

670-672. Invendus. 1920-1925.

452-550. Personnel. 1881-1952.

452-470. Livres de paie, appointements. 1912-1950.

471-487. Coopérative et restaurant. 1941-1944.

488. Magasin d'Enghien. 1918-1919.

489-490. Centres d'achats. 1941-1944.

491-495. Colonie de vacances de Montlignon (Val-d'Oise). 1941-1946.

496-502. Assurances. 1917-1945.

503. Société d'épargne. 1919-1922.

504-525. Listes du personnel. 1881-1952.

526-550. Livres de banque. 1910-1944.

551-610. Rédaction. 1908-1945.
551-562. Registres de paiement des reportages. 1938-1945.
563-564. Balance des comptes. 1921-1925.
565-577. Journal de caisse. 1917-1944.
578-610. Livre des piges. 1908-1944.

611-654. Sociétés annexes. 1903-1941.

655-666. Registres divers. 1903-1957.

673-698. Coupures de presse. S. d.

699-895. Iconographie. 1911-1944 et s. d.
699-756^B. Plaques de verre. S. d.
757-893. Photographies. 1911-1944.
894-895. Films et microfilms. S. d.

896-904. Organisation. 1888-1962.
896. Statuts. 1888-1936.
896 (*suite*)-902. Assemblées générales. 1888-1957.
902 (*suite*)-904. Inventaires et bilans. 1915-1962.

11 AR 667-669. Société nationale des entreprises de presse (S.N.E.P.). 1947-1955.

667. Comptabilité : journal. 1949-1951.

668-669. Paie. 1947-1955.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le fonds Jean et Pierre Dupuy (434 AP), ainsi que le fonds Albert Londres, journaliste d'investigation et reporter pour *Le Petit Parisien* (76 AS).

Les Archives nationales (site de Fontainebleau) conservent le fonds de la Société nationale des entreprises de presse (S.N.E.P.), à laquelle la Société du *Petit Parisien* a été dévolue en 1946.

Bibliographie.

AMAURY (Francine), *Histoire du plus grand quotidien de la III^e République, Le Petit Parisien, 1876-1944*, tomes I et II, Paris, 1972, 1352 p.

DUPUY (Micheline), *Le Petit Parisien, le plus fort tirage des journaux du monde entier*, Paris, 1989, 454 p.

Introduction du répertoire numérique, p. 1-2.

12 AR

FONDS *LE PARISIEN LIBÉRÉ*

Dates extrêmes : 1914-1987.

Importance matérielle : 3507 cartons (12 AR 1-3613) ; 457,55 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 30 novembre 1990.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (12 AR 3294-3613), par A.-G. Bénard, V. Coindeau, H. Laurent et V. Dignac, 1996, 38 p.

Notice historique.

Le 21 août 1944, les locaux du *Petit Parisien* sis 18, rue d'Enghien, Paris-X^e, furent utilisés pour installer deux quotidiens, *L'Humanité* et *Le Parisien libéré*. *Le Parisien libéré*, journal du matin, fut lancé le 22 août 1944 par Émilien Amaury et Claude Bellanger, anciens résistants.

Le Parisien libéré se présentait comme un journal « populaire de qualité », en particulier dans le choix de ses chroniqueurs. Sa coloration politique fut tout d'abord assez large, avant de devenir gaulliste. Ses tirages augmentèrent régulièrement : 222 000 (1945), 340 000 (1947), 1 005 681 (1958), 1 100 000 (1965) ; ils culminèrent à 1 180 000 en 1969, avec l'annonce du décès du général de Gaulle.

À partir de mars 1960, *Le Parisien libéré* étendit ses éditions dans les départements de l'Oise (1960), de l'Eure, de l'Yonne, des Hauts-de-Seine (1985), de la Seine-Saint-Denis (1985) et du Val-de-Marne (1985). Par ailleurs, dans le groupe de presse Amaury entrèrent des titres sportifs (*L'Équipe*, en particulier), des journaux de province et des mensuels féminins ; enfin, parallèlement à son édition habituelle, *Le Parisien libéré* créa en février 1966 une édition en petit format « spécial métro-Île de France ».

Le 25 janvier 1986, *Le Parisien libéré* est devenu *Le Parisien*, passant à la couleur et adoptant une nouvelle maquette.

Présentation du contenu.

12 AR 1-3293. Dossiers documentaires. S. d.

12 AR 3294-3613. Fonds photographique. 1914-1987.

3294-3332. Cour royale d'Angleterre. 1917-1977.

3333-3347. Hommes politiques américains. 1930-1984.

3348. Pape Jean XXIII. 1914-1967.

3349-3361. Hommes politiques français. 1940-1983.

3362-3376. Conflits militaires en Asie du Sud-Est. 1949-1972.

3377-3378. Europe. 1942-1958.

3379-3391. Proche-Orient. 1956-1985.

3392-3397. Guerre d'Algérie. 1954-1963.

3399-3406. France, commémorations des guerres mondiales. 1922-1971.

3407-3410. Armée, équipements. 1944-1972.

- 3411-3427. Conférences internationales. 1939-1971.
- 3428-3431. Mouvements de populations. 1945-1987.
- 3432-3464. Affaires judiciaires. 1929-1968.
- 3465-3525, 3611, 3612. Accidents. 1947-1972.
- 3526. Radioactivité, énergie atomique. 1945-1961.
- 3527. Prix littéraires. 1947-1959.
- 3528-3532. Populations. 1944-1970.
- 3533-3535. Automobiles. 1946-1966.
- 3536-3539. Aviation. 1944-1971.
- 3540-3541. Prix de beauté. 1948-1974.
- 3542. Transports terrestres et navigables. 1946-1974.
- 3543-3550. Sports. 1948-1982.
- 3551. Télévision. 1966-1979.
- 3552-3554. Expositions, salons, concours Lépine. 1944-1957.
- 3555-3556. Salon de l'enfance. 1949-1966.
- 3557. Pêche en mer. 1946-1972.
- 3558. Camping-caravaning. 1952-1969.
- 3559-3560. Navigation. 1947-1966.
- 3561-3562. Agriculture. 1951-1971.
- 3563. Élevage, jardinage. 1945-1970.
- 3564-3565. Gastronomie. 1947-1971.
- 3566-3570. Astronautique. 1950-1972.
- 3571-3572. Réceptions. 1950-1972.
- 3573-3581. Thèmes variés. S. d.
- 3582-3610. Mode. 1947-1974.
- 3613. Photographies non identifiées. 1916-1957.

Bibliographie.

Histoire générale de la presse, tome IV, Paris, 1975, p. 283, 299, 300, 357, 440, 453.

Histoire générale de la presse, tome V, Paris, 1976, p. 161, 168, 186, 206, 213, 218, 222, 226, 227, 261, 297, 363, 473, 474.

14 AR

FONDS RAYMOND CARTIER

Dates extrêmes : 1951-1975.

Importance matérielle : 7 cartons (14 AR 1-7) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Rosie Cartier, 7 janvier 1993.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par F. Hildesheimer, 1992, 2 p.

Notice biographique.

Raymond Cartier est né à Niort (Deux-Sèvres) le 14 juin 1904. De 1929 à 1937, Cartier fut chroniqueur parlementaire pour *L'Écho de Paris*. En 1937, il lança le quotidien *L'Époque*, dont il fut rédacteur en chef. En 1940, il devint le rédacteur en chef de *Sept Jours*, un hebdomadaire paraissant à Lyon, en zone libre (*Sept Jours* se saborda finalement en 1943 après l'invasion de la zone libre par les troupes allemandes).

Raymond Cartier se fixa à New-York en 1947 comme correspondant de l'hebdomadaire *Samedi-Soir*, fondé par d'anciens collaborateurs de *Sept Jours*.

En 1949, il fut engagé à *Paris-Match* et tint une chronique politique. Raymond Cartier en fut le directeur (1949), puis le codirecteur général (1968). Il y développa ses convictions politiques : d'une part, la décolonisation en Afrique (le « cartiérisme »), d'autre part, la construction de l'Europe.

Raymond Cartier fut chroniqueur à R.T.L. de 1951 à 1975. Il avait épousé Rosie Simonson le 27 juin 1950 ; il mourut à Paris le 8 février 1975.

Présentation du contenu.

14 AR 1-7. Chroniques de Raymond Cartier sur R.T.L. 1951-1975.

Raymond Cartier, *Histoire mondiale de l'après-guerre* : manuscrit du chapitre 30. S. d.

Paris-Match, n° 1343, 22 février 1975.

Sources complémentaires.

Who's who in France, xx^e siècle, 2001, p. 404.

15 AR

FONDS GEORGES DARIEN

Dates extrêmes : 1889-1933.

Importance matérielle : 1 carton (15 AR 1) ; 0,05 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, avril 1993.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par B. Joly, [1993], 2 p.

Notice biographique.

Issu d'une famille de commerçants protestants, Georges Hippolyte Adrien, dit Darien, naît à Paris le 6 avril 1862. Après des études au lycée Charlemagne, il devance l'appel en 1881 et s'engage dans l'armée, qu'il ne quittera qu'en 1886, après avoir passé près de trois ans en Tunisie, dans les bataillons d'Afrique, alors considérés comme des bagnes militaires. Il évoque les souvenirs de cette expérience dans son premier roman, *Biribi* (1890).

La défaite de 1870 et l'écrasement de la Commune lui inspirent *Bas les cœurs* : en collaboration avec Lucien Descaves, il en tire une pièce de théâtre, *Les Chapons*, qui provoque un scandale. Antimilitariste et anarchiste, Darien dénonce les travers de la société : *Les Pharisiens* (1891), *Le Voleur* (1897), *La Belle France* (1900), *L'Épaulette*, *Souvenirs d'un officier* (1905), *L'Ami de l'ordre* (1906).

Outre ses talents d'écrivain, Georges Darien s'essaye aussi au journalisme : il crée *L'Escarmouche*, puis la *Revue de l'impôt unique* et *L'Ennemi du Peuple* ; cependant, ces revues ne rencontrent pas un très grand succès.

Il est également président de l'Union syndicale des artistes dramatiques.

Georges Darien meurt à Paris le 19 septembre 1921.

Présentation du contenu.

15 AR 1. Lettres de Georges Darien à Lucien Descaves. 1889-1905.

Georges Darien, *L'Ami de l'ordre*, drame en un acte, Paris, Stock, 1898, 36 p.

Correspondance relative à la critique des œuvres de Georges Darien. 1930-1933.

Lettre de Suzanne Latuile, belle-fille de Georges Darien. 1930.

Lettre de A. Barcelone, admirateur de Georges Darien. 1930.

Bibliographie.

Who's who in France, xx^e siècle, Paris, 2001, p. 590.

16 AR

FONDS HENRY MARET

Dates extrêmes : 1816-1906.

Importance matérielle : 1 carton (16 AR 1) ; 0,15 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 3 juin 1993.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par B. Joly et E. Merkou, [1993], 6 p.

Notice biographique.

Henry Maret naquit le 4 mars 1837 à Sancerre (Cher) ; il fut journaliste au *Corsaire*, au *Charivari* et à *La Réforme*.

Pendant la Commune de Paris, il collabora au *Mot d'ordre* d'Henri Rochefort ; il fut condamné en 1871 par le Conseil de guerre à 500 francs d'amende et cinq ans de prison ; la Commission des grâces réduisit cette dernière peine à quatre mois, avec interdiction des droits civils pendant cinq ans.

En juillet 1881, Henry Maret quitta *La Vérité*, dont il était le rédacteur en chef, et s'associa à Victor Simond pour lancer *Le Radical*, le 10 août 1881. Maret resta au *Radical* jusqu'en 1904 : en 1898, il y prit position en faveur du capitaine Dreyfus. À partir de 1904, il écrivit au *Journal* son « carnet d'un sauvage ». Il utilisa quelquefois le pseudonyme de Jean Libre.

Henry Maret devint par ailleurs député de la Seine, de 1889 à 1906. Il mourut le 5 janvier 1917, à Paris.

Présentation du contenu.

16 AR 1. Henry Maret. [1850]-1906.

La Commune et ses conséquences. 1871-1881.

Lettres relatives à la détention d'Henry Maret. 1871.

Tract du Comité central socialiste d'aide aux amnistiés. 1880.

Lettre d'Albert Pétrot. 1881.

Lettres reçues par Henry Maret et par son épouse. 1860-1906.

Lettres non identifiées reçues par Henry Maret. [1850]-1899.

16 AR 1 (*suite*). Lettres reçues par Didier Simon Maret, intendant militaire. 1816-1822.

Sources complémentaires.

Les documents relatifs à la commutation de peine d'Henry Maret en 1871 sont conservés aux Archives nationales (site de Paris), sous les cotes BB²⁴ 729 (Grâces demandées) et C 3116 (Commission des grâces).

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires*, tome IV, Paris, 1891, p. 265-266.

Histoire générale de la presse, tome III, Paris, 1972, p. 230, 231, 362, 365.

MAITRON (Jean, dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Deuxième partie, 1864-1871 : la première Internationale et la Commune* (CD-Rom, Éditions de l'Atelier, 1997).

17 AR

FONDS DANIELLE HUNEBELLE

Dates extrêmes : 1914-1989.

Importance matérielle : 32 cartons (17 AR 1-32) ; 12,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 21 novembre 1995.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par D. Hunebelle, 2000, 11 p.

Notice biographique.

Fille d'un industriel, André Weill, Danielle Hunebelle est née à Paris le 10 mai 1922 ; d'abord comédienne (1945-1948), elle opte pour le journalisme en 1948 et travaille pour *L'Intransigeant*, *France-Soir*, *Le Monde*, *Réalités* et *Le Nouveau Candide* (dont elle est la rédactrice en chef).

Danielle Hunebelle, grand reporter, est présente dans les zones de guerre : elle couvre ainsi la guerre civile en Grèce (1948) et la guerre d'Indochine, où elle est attachée au service d'information du maréchal de Lattre de Tassigny (1951).

En 1973, elle crée *La Lettre internationale de Danielle Hunebelle*, publication thématique d'information destinée aux investisseurs et aux gouvernements.

Par ailleurs, Danielle Hunebelle est écrivain : son livre le plus connu est *Dear Henry*, paru en 1972 et évoquant le diplomate américain Henry Kissinger.

Danielle Hunebelle est aussi cinéaste : elle produit le premier film de télévision sur le Nord Vietnam (1964) et *Negroes next door*, pour la télévision américaine en 1968 ; elle crée une série télévisée appelée *Jeux de Sociétés*.

Le 9 décembre 1951, le *Journal officiel* remplace officiellement le nom de Danielle Weill par celui de Danielle Hunebelle.

Présentation du contenu.

- 17 AR 1-10. Reportages. 1945-1984.
- 17 AR 11. Ouvrages publiés. 1953-1972.
- 17 AR 12-13. Manuscrits, essais. S. d.
- 17 AR 14. Correspondance avec Henry Kissinger. 1970-1973.
- 17 AR 15. Éditions étrangères de *Dear Henry*. 1972-1974.
- 17 AR 16-25. *La Lettre internationale de Danielle Hunebelle*. 1973-1989.
- 17 AR 26. Agendas, passeports. 1946-1986.
- 17 AR 27. Photographies. S. d.
- 17 AR 28. Articles. 1950-1985.
- 17 AR 29. *Réalités, Elle*. 1955-1972.
- 17 AR 30-32. Archives personnelles et familiales. [1914-1985].

Sources complémentaires.

RIMBAUD (Christiane), *Danielle Hunebelle grand reporter*, Paris, 2001, 408 p.

18 AR

FONDS MAURICE BUNAU-VARILLA

Dates extrêmes : 1871-1941.

Importance matérielle : 3 cartons (18 AR 1-3) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1970 (anc. AB XIX 4361).

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par B. Joly, 1995, 7 p.

Notice biographique.

Maurice Bunau-Varilla (1856-1944) fut d'abord associé à son frère Philippe dans les affaires de Panama, avant d'acquiescer *Le Matin*. Les tirages passèrent de 285 000 exemplaires en 1902 à un million en 1913, grâce à une intense publicité. Bunau-Varilla orientait souvent la politique du *Matin* en fonction de ses sympathies personnelles.

En 1902, il fonda *Le Français*, journal du soir lié au *Matin*, mais qui ne connut pas autant de succès.

Le 17 juin 1940, Bunau-Varilla reprit la publication du *Matin*, qu'il mit désormais à la disposition des occupants allemands, surtout par anticommunisme et par admiration pour Hitler. Il créa aussi, le 17 juillet 1940, un périodique, *La Semaine*, animé du même esprit de collaboration.

Maurice Bunau-Varilla mourut le 1^{er} août 1944.

Présentation du contenu.

18 AR 1-3. Correspondance reçue par Maurice Bunau-Varilla, classée par ordre alphabétique des expéditeurs. 1893-1941.

1. Archdeacon (Edmond) – Dujardin-Beaumetz (Henri).
2. Eiffel (Gustave) – Molinier (Émile).
3. Mollin (capitaine) – Rueff.

18 AR 3 (*suite*). Articles et campagnes du *Matin*. 1871-1906.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les archives du *Matin*, journal dont Bunau-Varilla était le directeur (1 AR).

Bibliographie.

Histoire générale de la presse française, tome III, Paris, 1972, p. 309-313, 519.

Histoire générale de la presse française, tome IV, Paris, 1975, p. 42, 49, 59, 322.

19 AR

FONDS GEORGES HOURDIN

Dates extrêmes : 1884-1999.

Importance matérielle : 49 cartons (19 AR 1-50) ; 6,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons manuels de l'indivision Georges Hourdin, 13 juillet 2001, 22 mai 2003.

Conditions d'accès : sur autorisation jusqu'en 2026.

Instrument de recherche : récolement dact., par M. Lacousse et D. Desportes, 2002-2003, 10 p.

Notice biographique.

Georges Hourdin est né le 3 janvier 1899 à Nantes (Loire-Atlantique). Après des études de droit, il opte pour le journalisme à partir de 1927 et devient secrétaire de rédaction du *Petit Démocrate*.

En 1936, il est appelé pour prendre la codirection de *La Vie catholique*, alors en perte d'audience : Georges Hourdin fait fusionner *La Vie catholique* avec *Temps présent*, d'Ella Sauvageot, et en devient le rédacteur en chef (1937-1940).

Pendant la guerre, il suspend ses activités de journaliste, fonde la Maison de la famille (fédération d'associations familiales) et collabore à la Résistance au sein du Groupe de la rue de Lille, créé autour d'Émilien Amaury.

En 1945, membre du Mouvement républicain populaire (M.R.P.), il fonde *La Vie catholique illustrée*, avec Ella Sauvageot ; parallèlement, il devient président-directeur général des publications de *La Vie catholique* (1945-1974). En 1950, il est cofondateur de *Radio-Cinéma* (devenu *Télérama* en 1961). Georges Hourdin fonde en 1953 *L'Actualité religieuse dans le monde* qui devient, de 1955 à 1974, *Informations catholiques internationales* (aujourd'hui *Actualité des religions*) ; il est aussi le fondateur et le directeur de *Croissance des jeunes nations* (1961-1980), dirige *Images du Mois* (1966-1970) et fonde *Le Cri du Monde* (1966-1970).

Georges Hourdin est aussi vice-président du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne, de 1962 à 1970.

Georges Hourdin est également un écrivain engagé : *La Nouvelle vague croit-elle en Dieu ?* (1959), *Pour ou contre les valeurs bourgeoises* (1968), *Dieu en liberté* (1973), *Pour le concile* (1977), *La Tentation communiste* (1978), *La Nouvelle droite et les Chrétiens* (1980), *On n'a pas besoin de toi* (1989), *Dieu m'a eu...mais je me débats encore* (1992).

Il est décédé le 29 juin 1999 à Meudon (Hauts-de-Seine).

Présentation du contenu.

- 19 AR 1-6. Journaux créés par Georges Hourdin. 1949-1998.
- 19 AR 7-16. Relations avec les principaux groupes sociaux. 1947-1998.
- 19 AR 17-18. Témoignages sur les guerres d'Algérie et du Vietnam. 1955-1979.
- 19 AR 19-29. Collection chronologique du courrier et dossiers. 1948-1999.
- 19 AR 30-32. Cours et conférences. 1948-1991.

- 19 AR 33. Articles. 1936-1998.
- 19 AR 33 (*suite*). Entretiens. 1971-1994.
- 19 AR 34. Émissions télévisées et radiophoniques. 1969-1978.
- 19 AR 35. Voyages et déplacements. 1951-1977.
- 19 AR 36-41, 49-50. Livres et projets de livres. 1944-1998.
- 19 AR 42-48. Papiers personnels. 1884-1996.

Bibliographie.

Who's who in France, xx^e siècle, Paris, 2001, p. 1060-1061.

20 AR

FONDS JEAN-MICHEL GRUNEBaum

Dates extrêmes : 1830-2002.

Importance matérielle : 4 cartons (20 AR 1-4) ; 0,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don manuel de Christiane Chouet-Gérard, 9 mars 2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M. Lacousse, 2002, 5 p.

Notice biographique.

Jean-Michel Grunebaum est né le 8 juillet 1914 dans le dixième arrondissement de Paris. Journaliste, il entra en 1935 à la Radiodiffusion française. À la veille de la guerre, il présentait à Radio-Paris la revue de presse du matin.

Mobilisé en août 1939, il fut fait prisonnier en juin 1940. Après deux évasions successives, Jean-Michel Grunebaum gagna l'Angleterre et s'engagea dans les Forces françaises libres (F.F.L.). En 1943, il fut envoyé en mission en France pour organiser la résistance militaire en Aquitaine.

Démobilisé le 30 juillet 1945, Jean-Michel Grunebaum devint chef du service de l'Agence européenne de presse (1945-1947), puis il fut successivement rédacteur au service politique de *Libération* (1947), de *Franc-Tireur* (1948) et du *Populaire* (1949). À partir de 1949, il entra à *Paris-Match* : il fut d'abord rédacteur, puis chef des informations (1961).

Militant syndicaliste dès 1936, Jean-Michel Grunebaum fonda Force ouvrière (F.O.).

Jean-Michel Grunebaum est décédé le 21 décembre 2001, à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine).

Amie de Jean-Michel Grunebaum, Christiane Chouet-Gérard est née en 1927 à Pessac-sur-Dordogne (Gironde). Fonctionnaire au ministère des Affaires sociales, Christiane Chouet-Gérard a aussi mené une carrière lyrique de soprano colorature, sous la direction de Georges Thill.

Présentation du contenu.

20 AR 1. Papiers Jean-Michel Grunebaum. 1830-2002.

Papiers familiaux. 1830-2000.

Grunebaum journaliste. 1976-2001.

Grunebaum syndicaliste (Force ouvrière). 1976-1994.

Biographies. 1964-2002.

Photographies. 1968-1972.

20 AR 2-4. Papiers Christiane Chouet-Gérard. 1949-2002.

Carrière lyrique. 1949-2002.

Correspondance reçue. 1960-1974.

Bibliographie.

La Morasse des fondateurs, n° 18, janvier 2001, p. 1-4.

21 AR

FONDS PHILIPPE MADELIN

Dates extrêmes : 1958-2002.

Importance matérielle : 99 cartons (21 AR 1-99) ; 13,2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons manuels de Philippe Madelin, 11 avril 2002, 13 novembre 2002.

Conditions d'accès : fonds en cours de classement, non communicable.

Instrument de recherche : récolement méthodique dact., par M. Lacousse, 2005, 11 p.

Notice biographique.

Philippe Madelin est né à Orléans (Loiret) en 1935, le sixième d'une fratrie de sept. Son père est officier de cavalerie. Il fait des études secondaires chez les jésuites à Avignon (Vaucluse) et Reims (Marne), avant de partir étudier à la faculté de droit de Paris.

Philippe Madelin opte pour le journalisme dès 1960. Il travaille pour la presse écrite : Agence France-Presse, rédacteur en chef de *Mon jardin et ma maison* (1970), journaliste indépendant dans la presse magazine (1970-1981). Il est également journaliste de télévision : reporter et chef de rubrique à TF1 (1974-1995), réalisateur du magazine *Vendredi* sur FR3 (1975-1977). Enfin il est journaliste de radio, ayant été collaborateur de Radio BFM (radio de finances et économie) pour les questions de terrorisme (1995-2002).

Philippe Madelin est auditeur à l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (I.H.E.S.I.), en 1993, et enseignant invité au Centre de formation professionnelle des journalistes pour les questions ayant trait aux enquêtes difficiles (1998, 2004). Il a soutenu une thèse de doctorat d'état à l'université d'Évry (Essonne) en 2005, sur le thème de la « Pertinence des rivalités entre les services de renseignements français ».

À partir de 1974, Philippe Madelin a commencé à écrire : *Dossier I... comme Immobilier* (1974), *Dossier J... comme Justice* (1977), *Malades et Médecins* (1981), *La Galaxie terroriste* (1986), *La Guerre des polices* (1989), *L'Or des dictatures* (1993), *La France mafieuse* (1994), *La Filière cocaïne en France* (1996), *Le Clan des Chiraquiens* (1997), *Les Gaullistes et l'argent* (2001), *Jacques Chirac, une biographie* (2002).

Il est également romancier : *23 heures pour sauver Paris* (1998), *À midi, Versailles flambera* (2000).

Il est décédé à Paris le 9 février 2010.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

21 AR. Papiers personnels. 1994-1997.

Sessions de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (I.H.E.S.I.).
1993.

Enquêtes journalistiques. 1981-2000.

Ouvrages : *Industrialisation dans le bâtiment* (1969) ; *Dossier I... comme Immobilier* (1974) ; *La Galaxie terroriste* (1986) ; *La Guerre des polices*

(1989); *L'Or des dictatures* (1993); *La France mafieuse* (1994); *La Filière cocaïne en France* (1996); *Le Clan des chiraquiens* (1997); *Les Gaullistes et l'argent* (1958-2001); *Jacques Chirac, une biographie* (2002). 1970-2002.

Romans : *23 heures pour sauver Paris* (1997-1998); *À midi, Versailles flambé* (2000); projets de romans (s. d.); chroniques et esquisses (s. d.). 1998-2000.

Revue : *Arméniennes* (1983-1989); *Basques* (1985-1992); *Corses* (1985-1999); *Irlandaises et I.R.A.* (s. d.). 1983-1999.

Exemplaires des ouvrages. 1974-2002.

Carnets de notes. S. d.

Cassettes vidéo. S. d.

22 AR

FONDS PIERRE BOURDAN

Dates extrêmes : 1910-2001.

Importance matérielle : 2 registres, 7 cartons et 1 affiche (22 AR 1-11) ; 0,95 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dons manuels d'Hélène Vercors-Bourdan, 4 juin 2003, 3 mai 2005, 21 septembre 2007, 24 juillet 2009.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M. Lacousse et V. Weiss, 2005-2001, 12 p.

Notice biographique.

Pierre Maillaud est né à Perpignan (Pyrénées-Orientales), le 13 mai 1909. Il passa une partie de son enfance dans la Creuse, au village de Bourg d'Hem, en souvenir duquel il prit le pseudonyme de Bourdan en 1940.

En 1930, il devint journaliste à *La Journée industrielle* et au *Soir* ; il entra à l'Agence Havas, à Paris et à Londres.

Dès le 19 juin 1940, Pierre Bourdan se rallia à la France libre : il organisa et anima avec Maurice Schumann l'émission diffusée sur les ondes de la BBC, *Les Français parlent aux Français*.

Après la guerre, Pierre Bourdan devint le directeur politique de l'hebdomadaire *Bref* et collabora au *Figaro* et à *La Dépêche de Paris*.

Le 22 janvier 1947, Pierre Bourdan fut appelé par Paul Ramadier, président du Conseil, pour appartenir au premier gouvernement de la IV^e République ; il reçut le portefeuille de la Jeunesse, des arts et des lettres, nouvellement créé et ayant l'information parmi ses attributions.

Le 13 juillet 1948, au cours de vacances au Lavandou, il se noya accidentellement, à l'âge de 39 ans. Il avait épousé en secondes noces la comédienne Hélène Vercors, pensionnaire de la Comédie-Française.

Présentation du contenu.

22 AR 1-2. Albums personnels d'Hélène Vercors-Bourdan. 1910-1995.

22 AR 3-5. Publications de Pierre Bourdan et le concernant. 1947-2001.

Supplément.

22 AR 6. Correspondance adressée et documentation transmise à Hélène Vercors par Françoise Eagleton sur la Résistance. 1995-1997.

22 AR 7. Articles, correspondance de Pierre Bourdan et documents le concernant. 1945-1948.

22 AR 8. Conférences et correspondance de Pierre Bourdan. 1942-1993.

22 AR 9-10. Documents trouvés dans le bureau de Pierre Bourdan à son décès. 1944-1949 et s. d.

22 AR 11. Ouvrages, journaux et brochures appartenant à Pierre Bourdan et articles sur lui. 1946-2000.

Sources complémentaires.

- Les Archives nationales (site de Paris) conservent :
- le fonds de l'Agence Havas (5 AR), en particulier une correspondance échangée avec le bureau de Londres en 1930-1940 (5 AR 256-262) et les archives de l'Agence française indépendante (A.F.I.) à Londres en 1940 (5 AR 518) ;
 - le fonds de l'Agence France-Presse (9 AR), comprenant notamment les archives de l'A.F.I. en 1944 (9 AR 1) ;
 - les fonds privés relatifs à la Seconde Guerre mondiale (72 AJ), avec l'affiche « La France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre » en 1940 (72 AJ 1436).

Le département des Manuscrits de la Bibliothèque nationale de France conserve une partie du fonds Pierre Bourdan, constitué de carnets de notes et de correspondance : le fonds, acquis entre 1993 et 2002, est actuellement en cours de classement.

Bibliographie.

Who's who in France xx^e siècle, Paris, 2001, p. 287.

23 AR

FONDS ATTILA THEWREWK-PALLAGHY

Dates extrêmes : 1952-1977.

Importance matérielle : 12 cartons (23 AR 1-37) ; 1,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don manuel d'Attila Thewrewk-Pallaghy, 1976.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Lacousse, 2003, 4 p.

Notice biographique.

Attila Thewrewk-Pallaghy est né en Hongrie vers 1901. Professeur agrégé de droit public, il émigre en France après la chute de l'Empire austro-hongrois et l'abdication de Charles IV (13 novembre 1918). Établi à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), Attila Thewrewk-Pallaghy fréquente la diaspora hongroise, au sein d'associations (Association des Hongrois libres de Hongrie, Association des combattants hongrois de la liberté, etc.), mais surtout auprès de la Mission catholique hongroise. Fervent catholique, il est un proche du cardinal Jozsef Mindszenty, primat de Hongrie.

Le professeur Thewrewk-Pallaghy travaille à l'Office de la radio et de la télévision française (O.R.T.F.), où il anime les émissions hongroises (créées en 1945). Par ailleurs, il est contractuel au C.N.R.S. jusqu'au 29 février 1976 (date de sa mise à la retraite). Il travaille aussi avec Jean-Jacques Chevallier (1900-1983), membre de l'Académie des sciences morales et politiques, pour lequel il rédige des études historiques, biographiques ou thématiques relatives à la Hongrie. Lui-même est l'auteur de *La Continuité du droit dans le système juridique hongrois*, en 1953.

Par ailleurs, Attila Thewrewk-Pallaghy suit de près la vie politique française et témoigne d'une sensibilité gaulliste, puis giscardienne.

De 1967 à 1977, il écrit ses « mémoires », rédigés en hongrois.

Présentation du contenu.

23 AR 1-25. Mémoires. 1967-1977.

23 AR 26-28. Études historiques. 1968-1972.

23 AR 29-32. Études biographiques. 1973-1975.

23 AR 33. Étude thématique : le Musée national hongrois. 1969.

23 AR 34-37. O.R.T.F., conférences. 1952-1974.

Bibliographie.

Éléments contenus dans le fonds 23 AR.

24 AR

FONDS HENRI POUEROL

Dates extrêmes : 1938-2002.

Importance matérielle : 38 cartons (24 AR 1-38), 5,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons manuels de Gilles Poumerol et Anne Chaumereuil-Poumerol des 15 et 16 septembre 2004 ; don manuel du journaliste Guy Bernède du 10 janvier 2005.

Conditions d'accès : fonds en cours de classement, non communicable.

Instrument de recherche : récolement détaillé dact., par M. Lacousse, 2005, 52 p.

Notice biographique.

Henri Poumerol est né le 3 novembre 1923 à Bordeaux (Gironde). Il est décédé le 6 mars 2004 à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne).

Henri Poumerol devient journaliste en 1948, tout d'abord pour le quotidien *Sud-Ouest* de 1949 à 1951, puis il est secrétaire général de l'Agence française d'information et de documentation (A.F.I.D.) de 1951 à 1956. À partir de 1956, il travaille à la Radio télévision française (R.T.F.) et dirige le service « Information jeunesse », dont dépend Inter service jeunes. En 1979-1981, il part en mission à Djibouti, comme conseiller technique du directeur général de la Radio télévision Djibouti (R.T.D.). En 1984, Henri Poumerol est détaché à TF1, où il développe le système de communication Antiope.

Henri Poumerol est par ailleurs membre du Mouvement républicain populaire (M.R.P.). En 1958, il crée au sein du Mouvement républicain populaire le courant « Rénovation démocratique ». De 1958 à 1962, il est chargé de mission au cabinet de Robert Buron, ministre des Transports. Il est membre de l'Amicale du M.R.P.

En 1982, Henri Poumerol est promu chevalier de la Légion d'honneur ; de 1991 à 1996, il est secrétaire général adjoint de la Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur (S.E.M.L.H.) du Val-de-Marne.

Le 25 mai 1988, il soutient une thèse de doctorat à Paris II-Panthéon consacrée au statut et aux conditions de travail des journalistes de la radio et de la télévision des services publics en France depuis 1935.

Henri Poumerol avait épousé Suzanne Hamounic (1923-2000).

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

- 24 AR. Papiers personnels d'Henri Poumerol. 1938-1976.
 - Sud-Ouest*. 1950-1962.
 - Agence française d'information et de documentation (A.F.I.D.). 1946-1979.
 - O.R.T.F. 1957-1987.
 - Service Information jeunesse. 1964-1987.
 - Inter service jeunes. 1963-1987.
 - Radio télévision Djibouti. 1962-1983.
 - TF1. 1983-1985.
 - Mouvement républicain populaire (M.R.P.). 1945-1995.

Rénovation démocratique. 1957-1959.
Cabinet de Robert Buron, ministre des Transports. 1959-1973.
Amicale du M.R.P. 1986-2001.
Légion d'honneur. 1982.
Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur (S.E.M.L.H.). 1985-1999.
Thèse de doctorat. 1941-1989.

Papiers de Suzanne Hamounic, épouse d'Henri Pומרol. 1984-1999.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent également le fonds du Mouvement républicain populaire (M.R.P., 350 AP).

Bibliographie.

Éléments contenus dans le fonds 24 AR.

25 AR

FONDS FRANCIS CRÉMIEUX

Dates extrêmes : 1896-2004.

Importance matérielle : 131 cartons (25 AR 1-131), 18 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : legs de Francis Crémieux, 8 mars 1999.

Conditions d'accès : fonds en cours de classement, non communicable.

Instrument de recherche : récolement méthodique détaillé dact., par M. Lacousse, H. Toulhoat, A. Dejeux et S. Le Flohic, 2005, 130 p.

Notice biographique.

Francis Crémieux est né le 27 octobre 1920 dans le quinzième arrondissement de Paris. Il étudie au lycée Henri IV et, après son baccalauréat, entreprend des études de lettres et de droit. Francis Crémieux doit interrompre ses études au début de l'année 1941 : en effet, son engagement auprès du mouvement de résistance Combat le contraint à la clandestinité. Il est responsable de l'émetteur clandestin Radio Quercy. Crémieux est arrêté à plusieurs reprises (juin 1942, mai 1943, juin 1944) et détenu à Lyon, puis au camp Saint-Sulpice (Tarn). Le 6 juin 1944, il rejoint le maquis du Lot, en liaison avec le « colonel Berger » alias André Malraux. Il participe activement à la libération de Toulouse. Son engagement lui vaut la médaille de la Résistance, le 17 juillet 1945.

Francis Crémieux découvre le communisme et y adhère à cette époque.

En septembre 1944, il est nommé directeur des émissions littéraires et dramatiques du poste Toulouse-Pyrénées. Puis, entre janvier et juin 1945, il devient responsable des émissions destinées aux prisonniers de guerre.

En mai 1945, il signe un contrat avec la R.T.F. (devenue O.R.T.F.), comme rédacteur en chef de l'émission *Ce soir en France*, émission relayée par *La voix de l'Amérique*. Il reste jusqu'en 1948 rédacteur en chef au journal parlé de la radio française. Il est révoqué à cause de ses opinions politiques.

Francis Crémieux rejoint *Ici ce soir en France*, émission radiophonique animée par le Parti communiste et destinée à émettre en direction des pays de l'Est (Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Roumanie).

En juin 1962, il réintègre l'O.R.T.F., en tant que producteur. Il organise des séries d'émissions sur la libération de Paris (1964) puis sur la Résistance et le monde concentrationnaire (1965). À partir d'octobre 1966, il anime *Le monde contemporain*. Cependant, ses relations avec la direction de l'O.R.T.F. se dégradent et, en 1983, Crémieux démissionne.

De 1945 à 1947, Crémieux donne des articles pour la revue *Peuples amis*, pour les quotidiens communistes *L'Humanité* et *Ce soir* (dont Louis Aragon était directeur). Dans les années 1950, il est pigiste aux *Lettres françaises* et correspondant étranger de la revue polonaise *Swiat*. Entre 1966 et 1985, *L'Humanité*, *L'Humanité-dimanche* bénéficient des reportages de Crémieux effectués au Cambodge, au Vietnam, en U.R.S.S., en Europe méditerranéenne, dans les émirats arabes, etc. De 1985 à 1990, Crémieux est en Afghanistan comme envoyé spécial de *L'Humanité* ; il y reçoit une blessure à la jambe. Gérard de Villiers le décrit dans *SAS* à Kaboul.

Crémieux intègre au mois de janvier 1954 la société d'éditions musicales Pathé-Marconi, sise boulevard des Italiens, Paris-II^e. Il est nommé responsable des relations Est-Ouest, mais aussi de la sous-marque « Trianon » et des enregistrements scientifiques, pédagogiques et parlés. Il est chargé de nombreuses missions, notamment en Chine en 1957. En juin 1959, il est licencié en raison de la suppression de son poste.

De mai 1959 à août 1962, Francis Crémieux devient le directeur artistique d'une autre maison de disques, la Compagnie générale du disque populaire.

Crémieux fait la connaissance d'Aragon au sortir de la guerre, lorsqu'il collabore en tant que pigiste au journal *Ce soir*, dirigé par l'écrivain. D'octobre 1936 à janvier 1964, il dirige sur France Culture des entretiens radiophoniques avec Aragon, qui seront ensuite publiés par ce dernier : Entretiens avec Francis Crémieux (Gallimard, 1964). En 1983, il participe à la création de la Société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet (S.A.L.A.E.T.).

Francis Crémieux est décédé le 17 avril 2004, à l'âge de 84 ans, à l'hôpital Cochin (Paris). Il a été inhumé à Cargèse, en Corse, ville d'où est originaire sa famille maternelle. Il avait épousé Janine Quiquandon le 25 septembre 1944 à Toulouse, dont il avait eu trois filles : Anne, France et Nathalie.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

25 AR. Parents de Francis Crémieux. 1913-1979.

Père : Benjamin Crémieux. 1913-1969.

Mère : Marie-Anne Comnène. 1916-2003.

Francis Crémieux. 1932-2004.

Papiers personnels et familiaux.

Étudiant.

Correspondance familiale.

Correspondance amicale.

Droits d'auteur.

Retraite.

Répertoire ; agendas.

Décorations.

Photographies familiales.

Cartes et badges divers.

Résistant.

Journaliste radio : carrière.

Cartes de presse.

O.R.T.F.

Révocation.

Radio France-Pologne ; Polskie radio.

Ce soir en France.

La France à l'heure américaine.

La grande classe.

Pense bête armée.

Émission thématique : déportation.

Louis Martin-Chauffier.

Émission thématique : Résistance et libération de Paris.
Scripts d'écoutes : notamment Emmanuel d'Astier de
La Vigerie, Louis Martin-Chauffier.
Le monde contemporain.
Chroniques radiophoniques diverses.

Journaliste de la presse écrite : reportages et documentation.

Afghanistan (*L'Humanité*).
Argentine (O.R.T.F.).
Asie divers.
Cambodge (*L'Humanité-dimanche*).
Djibouti.
Égypte (*L'Humanité, Ce soir*).
Émirats.
Espagne.
États-Unis.
Grèce.
Grenade.
Groenland.
Hongrie.
Irak.
Israël.
Italie.
Libye.
Pologne (*Swiat*).
Portugal.
Roumanie.
Sionisme.
Soudan.
Syrie.
Tchécoslovaquie.
U.R.S.S.
Uruguay (O.R.T.F.).
Vietnam.
Yougoslavie.
Articles divers, chroniques, interviews.
Carnets de notes.
Photographies de reportages.

Écrivain et historien : ouvrages et projets.

Chronique d'une trahison inavouée, l'affaire Hardy. 1950-
1999.
Entretiens avec Emmanuel d'Astier.
Travaux sur Louis Aragon et Elsa Triolet ; Jean Ristat, *Avec
Aragon (1970-1982). Entretiens avec Francis Crémieux.*
1970-2002.
Relations littéraires.
Sur le parti 1939-1940.
L'Erreur (manuscrit).
André Marty.

Employé de la société Pathé-Marconi.
Responsable des relations Est-Ouest.
Mission en Chine.
Accouchement sans douleur.
Télévision.

Activités associatives.

Mouvement pour l'indépendance de l'Europe (M.I.E.).
Société des amis de Louis Aragon et d'Elsa Triolet
(S.A.L.A.E.T.).
Cartes et badges d'adhérent.
Cambodge international.
Association d'amitié franco-vietnamienne, bulletins.

Activités politiques et syndicales.

Crémieux militant communiste.
Syndicat national des producteurs-réalisateurs (S.N.P.R.).
Syndicat national de la radiodiffusion et de la télévision
(S.N.R.T.).
Comité d'entreprise de Radio-France.

Maison d'édition « Au vent d'Arles ».

Au vent d'Arles.
Peintres.
Écrivains.

Documentation.

Service de la propagande du ministère Henriot.
Documentation.
La Corse.
Affiches.

Son épouse : Janine Crémieux, née Quiquandon. 1943-1962.

Sa tante paternelle : Blanche Crémieux. 1932-1964.

Bibliographie.

Éléments contenus dans le fonds d'archives.

26 AR

FONDS ORESTE ROSENFELD

Dates extrêmes : 1902-1987.

Importance matérielle : 21 cartons (26 AR 1-21), 2,32 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don manuel de M^e Marie-Louise Rosenfeld, née Hermann, veuve d'Oreste Rosenfeld, avocate, 29 décembre 2004.

Conditions d'accès : libre sauf 26 AR 3, 5, 21.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé, par V. Weiss, L. Mész et S. Le Flohic, 2011, 13 p.

Notice biographique.

Fils d'un haut fonctionnaire russe, Oreste Rosenfeld est né le 1^{er} septembre 1891 à Astrakhan (Russie). Menchevik lors de la révolution démocratique de mars 1917, il fut nommé attaché militaire à l'ambassade de Russie en France. Opposé au régime bolchevique au pouvoir en Russie à partir d'octobre 1917, Rosenfeld demeura en France. Il devint journaliste au *Populaire*, aux côtés de Léon Blum : responsable du service de politique étrangère, puis rédacteur en chef.

Engagé volontaire en 1939, il fut fait prisonnier en 1940 et resta cinq ans en captivité en Oflag, à Colditz (Allemagne, Saxe) puis Lübeck (Allemagne, Schleswig-Holstein).

À la Libération, Rosenfeld reprit ses activités de journaliste au *Populaire*, puis à l'Agence européenne de presse (1946-1947) ; il fonda l'hebdomadaire *Populaire dimanche*.

Oreste Rosenfeld fut également un responsable du Parti socialiste : de sensibilité blumiste, il fut membre du comité directeur du Parti socialiste, de 1948 à 1954. Son engagement contre le colonialisme et, en particulier, contre la guerre d'Algérie (il fut conseiller de l'Union française de 1947 à 1958), le conduisit vers les minoritaires socialistes, tels Marceau Pivert (1895-1958) ou Jean Rous (1908-1985). Choissant de quitter la Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.), il fonda le Parti socialiste autonome (P.S.A.) le 14 septembre 1958 et dirigea son organe de presse, *Tribune du socialisme*. En avril 1960, il fut l'un des fondateurs du Parti socialiste unifié (P.S.U.), fusion du P.S.A., de l'Union de la gauche socialiste et du groupe communiste dissident Tribune du communisme.

Oreste Rosenfeld est décédé le 4 avril 1964 dans le quatrième arrondissement de Paris. Il avait épousé Marie-Louise Hermann, avocate.

Présentation du fonds.

26 AR 1-20. Papiers d'Oreste Rosenfeld. 1902-1987.

1. Papiers personnels d'Oreste Rosenfeld. 1937-1973.
2. Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.). 1936-1958.
3. Union française. 1947-1979.
4. Algérie. 1949-1961.
5. Parti socialiste autonome (P.S.A.). 1957-1960.
6. Parti socialiste unifié (P.S.U.). 1961-1963.

- 7-9. Notes, discours, comptes rendus de voyages et articles publiés par Oreste Rosenfeld. 1924-1963.
10. Socialisme français. 1920-1965.
11. Socialisme international. 1950-1961.
12. Communisme. 1955-1965.
13. Coupures de presse et revues par pays. 1958-1962.
14. Correspondance. 1946-1964.
- 15-18. Léon Blum. 1902-1987.
19. Lydia Dan. 1912-1963.
20. Dragoljub Jovanović. 1946-1962.

26 AR 21. Papiers de Marie-Louise Hermann, épouse d'Oreste Rosenfeld. 1935-1994.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent :

- le fonds du Parti socialiste unifié (P.S.U., 581 AP) ;
- les archives d'Édouard Depreux (456 AP), Marceau Pivert (559 AP) et Léon Blum (570 AP) ;
- le fonds des Amis de Marceau Pivert (22 AS).

Bibliographie.

Éléments contenus dans le fonds d'archives.

27 AR

FONDS GENEVIÈVE TABOUIS

Dates extrêmes : 1818-1984.

Importance matérielle : 268 cartons (27 AR 1-269), 27 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 11 août 2005.

Conditions d'accès : libre, sauf 27 AR 252-253.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par V. Weiss et T. Guilpin, 2010, 105 p. fonds en cours de classement, non communicable.

Notice biographique.

Geneviève Tabouis, née Lequesne, est née à Paris le 23 février 1892 et issue d'un milieu bourgeois. Son père, Fernand, artiste peintre, ayant quitté le foyer familial, elle est élevée, avec son frère cadet, Raymond, par sa mère, Berthe, née Lafosse, fille d'un industriel fortuné, et entourée par sa tante maternelle, Eugénie, épouse de l'ambassadeur Jules Cambon.

Diplômée en 1912 de l'École du Louvre où elle se spécialise dans l'Égypte ancienne, elle est formée à la politique internationale et introduite parmi les diplomates par Jules Cambon dont elle est secrétaire, et par le frère de celui-ci, Paul. Elle épouse, le 15 février 1916, Robert Tabouis, dont elle aura deux enfants, François, né le 5 mars 1917, et Rosine, née le 17 août 1920.

Geneviève Tabouis est, dès 1922, correspondante de *La Petite Gironde*, puis du *Petit Marseillais* auprès de la Société des Nations (S.D.N.) et devient une journaliste de notoriété internationale en se faisant connaître de 1930 à 1940 par des chroniques de politique étrangère dans *L'Œuvre* : elle dévoile le 17 décembre 1935, en même temps que son collègue Pertinax à *L'Écho de Paris*, les dessous du plan de partage de l'Éthiopie élaboré par Pierre Laval et Samuel Hoare, puis annonce, deux jours avant sa réalisation, la réoccupation allemande de la Rhénanie en 1936 et, en janvier 1937, révèle en avant-première les plans d'Hitler en Espagne.

Très hostile au nazisme comme sa grande amie Louise Weiss, « Frau Tabouis », ainsi invectivée dans un discours d'Hitler du 1^{er} mai 1939, s'exile à Londres puis, en 1940, à New-York où elle devient l'amie d'Eleanor Roosevelt. Le 12 janvier 1942, elle crée *Pour la victoire*, premier journal français en Amérique, qu'elle dirige jusqu'au 25 août 1945, le temps de 34 numéros, avec le concours notamment de l'ancien député et journaliste Henri de Kérillis.

De retour en France, Geneviève Tabouis est éditorialiste à *L'Aurore* et à *La France libre* (1945-1949), à *L'Information* (1949-1956) dont elle dirige le service de politique étrangère et à *Paris-Jour* (1959-1972). À partir de 1956, elle collabore à la *Dépêche du Midi*, publiant également dans *L'Espoir*, *La Revue des Deux mondes* ou encore *Juvénal*.

Éditorialiste à Radio Luxembourg depuis 1945, elle anime les célèbres *Dernières nouvelles de demain* sur R.T.L. (1949-1967), les « Nouvelles exclusives » (1964-1966) et « l'Inédit du dimanche » (1967-1981). Elle meurt le 22 septembre 1985.

Elle a publié des ouvrages historiques tels que *Le Pharaon Tout Ank Amon* (1928), *Nabuchodonosor et le triomphe de Babylone* (1931), *Salomon, roi d'Israël* (1934), *Albion perfide ou loyale* (1938), *Jules Cambon par l'un des siens* (1938), *Quand Paris résiste* (1951) et *Sybaris* (1958), des mémoires intitulés *Ils l'ont appelée Cassandre...* (1942) ou des livres

politiques comme *Chantage à la guerre* (1938), *Grandeurs et servitudes américaines* (1945), *Vingt ans de suspense diplomatique* (1958), *Les Princes de la paix* (1980).

Fils de l'avocat parisien Charles Tabouis, Robert Tabouis est né à Paris le 22 avril 1889 et fait des études aux Facultés des lettres et de droit. Mobilisé en 1915, il est d'abord chef du service du courrier au sous-secrétariat de l'aéronautique militaire, avant de devenir ensuite sergent-major à la 3^e compagnie d'aviation jusqu'en 1919. D'abord secrétaire général dans une société appartenant aux établissements Bréguet, il entre dès 1921, grâce au réseau de Jules Cambon, à la Compagnie Radio-France, créée l'année précédente par l'ingénieur Émile Girardeau. Il devient rapidement vice-président de Radio-France, poste qu'il occupe jusqu'en 1960. Il est parallèlement secrétaire-trésorier du Syndicat professionnel des industries radio-électriques (1923-1938) et directeur général de la Compagnie française de radiophonie (Radio-Paris) (1929-1933). De 1932 à 1938, il dirige la Société pour la diffusion des arts, chargée de l'organisation du salon de la télégraphie sans fil (T.S.F.). De 1946 à 1960, il suit Émile Girardeau et devient secrétaire général puis directeur de la Compagnie générale de télégraphie sans fil (T.S.F.). De 1953 à 1963, il est administrateur à Radio Luxembourg et vice-président directeur général de Radio-Orient. Il décède à Paris le 3 décembre 1973.

Présentation du contenu.

27 AR 1-251. Papiers de Genevieve Tabouis.

- 1-13. Geneviève Tabouis, vie privée et familiale. 1886-1980.
 - 1. Papiers et documents personnels. 1915-[1973] et s.d.
 - 2-5. Agendas. 1947-1979.
 - 6-8. Souvenirs personnels et familiaux. 1886-1977.
 - 9. Distinctions honorifiques. 1958-1978.
 - 10. Biens et gestion domestique. 1943-1980.
 - 11-13. Correspondance familiale. 1912-1978.
- 14-251. Geneviève Tabouis, carrière professionnelle. 1918-1980.
 - 14-33. Correspondance, relations professionnelles. 1918-1980.
 - 34-44. Ouvrages de Geneviève Tabouis. 1928-1980.
 - 45-91. Articles de Geneviève Tabouis. 1933-1981.
 - 92-104. Conférences données par Geneviève Tabouis. [1931]-1974.
 - 105-132. Émissions radiophoniques. 1948-1981.
 - 133. Émissions télévisées et films. 1966-1975.
 - 134-246. Documentation de travail. 1925-1983.
 - 247-251. Activités associatives. 1951-1979.

27 AR 252-253. Papiers communs à Genevieve et Robert Tabouis

- 252. Correspondance entre Geneviève et Robert Tabouis et leurs enfants et petits-enfants. 1940-1984.
- 253. Événements familiaux et divers. 1914-1977.

27 AR 254-261. Papiers de Robert Tabouis

- 254-257. Robert Tabouis, vie privée et familiale. 1818-1971.
 - 254. Papiers et documents personnels. 1889-1944, 1966 et s.d.
 - 255. Agendas et carnets d'adresse. 1909-1971.
 - 256. Souvenirs personnels et familiaux. 1818-1969.
 - 257. Correspondance familiale. 1905-1966.
- 258-261. Robert Tabouis, vie professionnelle. 1903-1975 et s.d.

- 258-259. Correspondance professionnelle et amicale. 1903-1975 et s.d.
- 260. Articles, discours, interview. 1926-1968 et s.d.
- 261. Relations amicales et professionnelles, souvenirs. 1944-1973.

27 AR 262-269. Documentation et photographies.

262-266. Documentation rassemblée par Geneviève Tabouis. 1912-1981.

267-269. Photographies. 1897-1977.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, entre autres sources, le fonds de *L'Œuvre* (3 AR).

La Bibliothèque nationale de France conserve des lettres et documents concernant Geneviève Tabouis dans les papiers de Louise Weiss (n. a. fr. 17797 et n. a. fr. 17813).

Bibliographie.

Éléments contenus dans le fonds 27 AR.

Who's who in France xx^e siècle, Paris, 2001, p. 1818-1820.

MARÉCHAL (Denis), *Geneviève Tabouis. Les Dernières nouvelles de demain (1892-1985)*, Paris, Nouveau monde, 2003, 289 p.

28 AR

FONDS GUY BERNÈDE

Dates extrêmes : 1934-2010.

Importance matérielle : 8 dimabs et 3 cartons (28 AR) ; 3,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don, 21 décembre 2010.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : fonds en cours de classement, non communicable.

Notice biographique.

Guy Bernède est né à Paris en 1934. Il suit des études secondaires au lycée Carnot à Paris (17^e arr.) et débute sa carrière de journaliste au sein de Radio Luxembourg (1947-1948 et 1952-1962) et de Télé-Luxembourg (1955).

Il intègre ensuite la Radiodiffusion-Télévision française (R.T.F.) où il travaille notamment pour l'émission « Le marathon de la chanson française » de 1959 à 1963.

De 1962 à 1968, il est adjoint du directeur de l'Agence Télévision et responsable de la création des télévisions en Afrique noire francophone à l'OCORA (Office français de Coopération Radiophonique) anciennement connue sous le nom de Société de Radiodiffusion de la France d'Outre-mer (SORAFOM).

De 1969 à 1974, au sein de la Direction des Affaires Extérieures et de la Coopération (DAEC) de l'Office de Radiodiffusion-Télévision Française (O.R.T.F.), il devient responsable de la mise en place du relais des programmes français par satellites et rédacteur en chef de l'Agence Inter-TV (actualités et magazines à destination des télévisions étrangères diffusées dans plusieurs langues).

Suite au démantèlement de l'O.R.T.F., le 31 décembre 1974, la Société France Régions 3 (FR3) voit le jour. La chaîne propose des programmes régionaux, qui deviennent quotidiens à partir du 22 mars 1976. De 1975 à 1991, Guy Bernède est alors directeur des DOM-TOM, chargé des relations internationales, et notamment des échanges d'images d'actualités et de reportages magazines avec l'UER, Union Européenne de Radiodiffusion, l'URTNA, Union des Radiodiffusions et Télévisions Nationales d'Afrique, le CIRTEF (Afrique), l'ABU (Asie), l'ABSU (Maghreb et Proche-Orient), la CBU (Caraïbes). Il crée pendant cette période un nouveau service d'actualité à destination de l'étranger en français, anglais et espagnol.

En 1982, en conséquence de loi sur la communication audiovisuelle, la direction FR3-DOM-TOM devient une société indépendante et poursuit ses actions sous l'appellation Radio France d'Outre-Mer (R.F.O.). R.F.O. comprend deux rédactions distinctes : DOM-TOM et AITV (Agence internationale d'images de télévision) dont Guy Bernède est directeur à partir de 1982. Héritière de l'activité de l'Agence Inter-TV de l'ancienne DAEC de l'O.R.T.F., AITV est une Agence internationale d'images qui diffuse des actualités et des magazines par satellite.

Présentation du contenu.

- 28 AR . Office français de Coopération Radiophonique (OCORA).
Office de Radiodiffusion-Télévision française (ORTF), Direction des relations extérieures puis Direction des Affaires Extérieures et de la Coopération (DAEC).
FR3-Direction des Dom-Tom (France Régions 3-Départements et Territoires d’Outre-Mer).
Radio France d’Outre-Mer-Agence internationale d’images de télévision (RFO-AITV).
Documentation.

Sources complémentaires.

- Les Archives nationales (site de Paris) conservent :
 - le fonds Henri Poumerol (24 AR), certaines archives de ce fonds ayant été données par Guy Bernède le 10 janvier 2005.
 - le fonds Philippe Ragueneau (663 AP) : P. Ragueneau et G. Bernède ont travaillé à l’O.R.T.F. entre 1970 et 1972.

Bibliographie.

- Éléments contenus dans le fonds 28 AR et biographie communiquée par le producteur.
DIOH (Tidiane), *Histoire de la télévision en Afrique noire francophone, des origines à nos jours*, Karthala Editions, Paris, 2009, 240 p.